

**La rentabilité et la force économique des bibliothèques
publiques québécoises**
**The Profitability and Economic Strength of Quebec's Public
Libraries**
**La rentabilidad y la fuerza económica de las bibliotecas
públicas quebequenses**

Yvon-André Lacroix

Volume 39, numéro 4, octobre–décembre 1993

Les bibliothèques publiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1033311ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1033311ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Résumé de l'article

Les bibliothèques publiques québécoises représentent une force économique et elles sont très rentables. Entre autres, elles rapportent plus de 5,4 fois les investissements financiers faits. Par rapport à toutes les autres institutions culturelles québécoises, ce sont les bibliothèques publiques qui coûtent le moins cher aux contribuables et rejoignent le plus l'ensemble de la population québécoise.

Éditeur(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (imprimé)

2291-8949 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lacroix, Y.-A. (1993). La rentabilité et la force économique des bibliothèques publiques québécoises. *Documentation et bibliothèques*, 39(4), 215–218. <https://doi.org/10.7202/1033311ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED),

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

La rentabilité et la force économique des bibliothèques publiques québécoises

Yvon-André Lacroix*
Directeur de la référence
Bibliothèque nationale du Québec

Les bibliothèques publiques québécoises représentent une force économique et elles sont très rentables. Entre autres, elles rapportent plus de 5,4 fois les investissements financiers faits. Par rapport à toutes les autres institutions culturelles québécoises, ce sont les bibliothèques publiques qui coûtent le moins cher aux contribuables et rejoignent le plus l'ensemble de la population québécoise.

The Profitability and Economic Strength of Québec's Public Libraries

Québec's public libraries constitute an economic strength and are very profitable. In fact, the return on the investment is about 5,4 times. In comparison with all other cultural institutions in Québec, the public library is the least expensive and is accessible by the most people.

Ce texte a fait l'objet d'une conférence dans le cadre du 18^e congrès de l'Asted tenu à Chicoutimi le 28 septembre 1991. Il a été publié dans les *Comptes rendus* du même congrès sous le titre «Les bibliothèques publiques du Québec: 56^e plus gros employeur au Québec». Les statistiques du présent document concernant les bibliothèques publiques ont été mises à jour.

L'objectif recherché ici est de faire prendre conscience principalement aux responsables des bibliothèques publiques, mais aussi aux élus municipaux et au grand public que, malgré leur importante faiblesse de moyens, les bibliothèques publiques québécoises sont également une richesse économique sur laquelle personne encore, à notre connaissance, ne se soit vraiment attardé. Les bibliothèques publiques sont un levier économique tout autant que les autres institutions culturelles.

Dans les bibliothèques publiques, les directeurs sont souvent confrontés à des questions comme celles-ci: La bibliothèque est-elle rentable et comment? Que

La rentabilidad y la fuerza económica de las bibliotecas públicas quebequenses

Las bibliotecas públicas quebequenses representan una fuerza económica y son muy rentables. Entre otras cosas, producen más de 5,4 veces de la inversión inicial. En comparación con todas las otras instituciones culturales quebequenses, son las bibliotecas públicas que cuestan menos a los contribuyentes y que sirven más al conjunto de la población quebequense.

rapporte la bibliothèque aux citoyens? Des réponses ont été trouvées et sont exposées ici. Elles proviennent de l'*Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*, publiée en novembre 1990 par la firme Samson, Béclair, Deloitte et Touche.

Le Rapport Samson, Béclair s'étend largement sur l'aspect, entre autres, économique des institutions culturelles québécoises, mais le silence est quasi total sur les bibliothèques publiques. Certes, les bibliothèques publiques québécoises sont très fragiles et se situent encore presque toujours en fin de liste lorsque leurs statistiques sont comparées avec celles des autres bibliothèques publiques des provinces du Canada et des états américains. Malgré cela, et c'est là le paradoxe, elles représentent une force qu'il faut souligner. Et une force économique qui serait plus grande si un bon coup de pouce leur était donné.

Tout comme les musées, les théâtres, les galeries d'art, les bibliothèques publiques sont des institutions économiques. Il faut souligner la force et l'apport des bibliothèques publiques à l'éco-

nomie: leur efficacité, leur rentabilité. Et rappeler surtout que les bibliothèques publiques sont l'institution culturelle la moins chère comparativement à toutes les autres institutions culturelles.

Il n'est donc pas question ici d'élaborer sur la raison d'être fondamentale des bibliothèques publiques et des grands principes de l'Unesco qui sous-tendent leur action. La culture, l'éducation, l'information, la détente pour tous: voilà la grande vocation des bibliothèques publiques.

L'objectif est de cerner une réalité que l'on oublie, que l'on tait, que l'on cache, que l'on ignore. Dans notre société, les bibliothèques publiques sont encore paradoxalement considérées à la fois comme une institution de grande vocation, une institution de luxe et en même temps quelque chose de négligeable, de secondaire, d'accessoire.

* Jusqu'au 27 novembre 1992, Y.-A. Lacroix était Directeur du Service de la Bibliothèque municipale de Brossard

Cette vision nous semble quelque peu fautive. Les bibliothèques publiques sont des institutions économiques, sociales, culturelles et politiques vitales pour la société. Les bibliothèques publiques sont fondamentales pour notre société basée sur l'écrit, sur le fait qu'un individu, pour se réaliser, «ne peut pas ne pas lire». Les bibliothèques publiques sont un élément essentiel à la culture en général et à la culture québécoise en particulier.

Cette vision à la fois grandiose et négligeable ne correspond pas à la réalité, en ce sens qu'au niveau quantitatif, les bibliothèques publiques ont des retombées économiques directes immédiates, et au niveau qualitatif, les bibliothèques publiques ont aussi un rendement immédiat.

Rentabilité des investissements au niveau quantitatif

Abordons d'abord l'aspect quantitatif. Donc, chiffres et argent.

Pour le plaisir de la chose, considérons d'abord les bibliothèques publiques comme une entreprise financière. Pour ce, consultons l'édition du numéro spécial annuel du journal *Les Affaires*, publié samedi le 20 juin 1992 intitulé *Les 500 plus importantes entreprises au Québec en 1993*. Les compagnies y sont inscrites par ordre d'importance du nombre d'employés qu'elles embauchent.

Jetons également un coup d'oeil sur les dernières statistiques de 1991 concernant les bibliothèques publiques du Québec publiées en 1992. À la page 9, le ministère des Affaires culturelles établit que 2 169 employés, équivalent temps plein, travaillent dans les 940 bibliothèques du Québec.

Si nous retournons au journal *Les Affaires*, édition 1992, cela situe les bibliothèques publiques de cette façon-ci: 48^e plus gros employeur du Québec (56^e en 1991).

De se retrouver en 48^e position juste entre les firmes Cascades et Via Rail, ce n'est pas si mal que ça! Il ne faut pas penser que ces compagnies soient un accessoire négligeable de notre système économique capitaliste.

En 1991, en effet, ces 2 169 employés, équivalent temps plein¹, gagnent 73 663 841\$ en salaires, soit un salaire moyen de 33 912\$. Pas mal! Ce serait encore mieux si la norme d'un employé par 2 000 habitants était appliquée. Nous créerions alors 1 282 autres emplois et la masse salariale serait portée à 117 202 860\$ pour un total de 3 450 employés, soit le 27^e plus gros employeur au Québec. Continuons plus loin. Analysons l'impact économique de 2 169 emplois. Oublions les 3 451 emplois de rêve.

Ainsi, on peut se demander combien d'emplois ces 2 169 employés créent-ils? Après enquête, il ne semble pas exister un modèle simplifié et uniforme pour calculer le taux d'emploi généré par un autre emploi. Tout dépend du secteur d'activités. Par exemple, le secteur de la construction effectue plusieurs achats de produits très diversifiés. Un secteur comme le nôtre, les bibliothèques publiques, en est un de service. Il génère donc moins d'emplois parce qu'il s'agit ici surtout de salaires.

Néanmoins, on peut affirmer qu'en plus de consommer comme n'importe quel autre consommateur, ces 2 169 personnes ont besoin de livres, de périodiques, de cassettes, d'équipements de toutes sortes. Elles font vivre des auteurs, des librairies, des éditeurs, des distributeurs, des agences de périodiques, des relieurs, des camionneurs, des vendeurs de meubles, des papeteries, des compagnies de systèmes informatiques, des concierges, des électriciens, des plombiers, des spécialistes de toutes sortes. Ce personnel a besoin et compte sur les professeurs et les étudiants de l'EBSI et des cégeps offrant les cours de technique en documentation. La liste pourrait s'allonger considérablement sans gros effort.

En termes de mètres carrés occupés par les bibliothèques, le parc immobilier des bibliothèques autonomes représente 194 643 m², soit beaucoup plus que le complexe immobilier de la Place Ville-Marie, à Montréal, qui occupe 167 220 m².

Sur le plan des places assises, les bibliothèques publiques autonomes offrent 15 506 fauteuils dont 20% (3 174) pour la seule ville de Montréal. Les trois salles de la Place des Arts de Montréal offrent 5 102 fauteuils et les trois salles du

Grand Théâtre de Québec offrent 3 000 places assises: soit 8 102 places pour ces deux grandes institutions culturelles québécoises. Si ces salles ouvraient 365 jours par année, elles pourraient accueillir au maximum 2 957 230 personnes.

Dans son *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*², publiée en novembre 1990, Samson, Bélair, Deloitte & Touche estime que les 83 grandes compagnies artistiques québécoises (spectacles) ont accueilli 2 663 000 spectateurs en 1987. Or, d'après les dernières statistiques du ministère des Affaires culturelles, 95 des 150 bibliothèques publiques autonomes ont accueilli 7 995 570 personnes en 1989. Pour la même année, on estime que les 150 bibliothèques ont pu accueillir 12 624 584 personnes, soit 4,2 fois plus que les salles précitées.

La même étude³ établit que les 73 grandes maisons d'édition agréées au Québec ont publié 2 700 titres dont 1 600 titres scolaires en 1987. Des 1 100 titres autres que scolaires, 50% des titres publiés sont des nouveautés, soit 550. Ces maisons ont réalisé un chiffre d'affaires de près de 70 millions en 1986-87.

En 1991, les bibliothèques publiques autonomes ont acheté 715 355 livres et les BCP 108 911 livres, soit un total de 824 266 livres pour une valeur de 21 817 422\$, soit 26,47\$ le livre (19,50\$ en 1989). Cela représente une moyenne de 4 615 livres achetés par les 155 bibliothèques publiques autonomes dans les 217 librairies agréées au Québec, soit 85 536\$ pour chaque librairie.

Si l'on considère que les bibliothèques publiques consacrent environ 30% de leur budget à l'achat de livres québécois provenant pour la plupart des 73 grandes maisons d'édition agréées au Québec, il

1. En 1989, l'Ontario comptait 6 248 employés équivalent temps plein dont 1 177 bibliothécaires.
2. *Étude sur le financement des arts et de la culture au Québec*, Montréal, Samson, Bélair, Deloitte & Touche, novembre 1990.
3. *Ibid.*, p. 286-292.

Quelques chiffres de 1991 concernant les bibliothèques publiques du Québec	
1. Employés	
Emplois réels équivalent temps plein	2 169
Masse salariale	73 663 841
Salaire moyen	33 912
2. Mètres carrés	
Bibliothèques publiques	194 643
Place Ville-Marie	167 220
3. Places assises	
Bibliothèques publiques pour accueillir	15 506
	12 624 584
6 salles de la Place des Arts et du Grand Théâtre de Québec pour accueillir au maximum	8 102
	2 957 230
4. Achat de livres	
Nombre	824 266 pour 21 817 422\$
Moyenne des achats par bibliothèque	4 615 livres à 26,47\$
Moyenne des achats à chaque librairie	85 536\$

s'agit là de 214 606 livres, soit 390 exemplaires de chacun des 550 grands titres commerciaux québécois de ces maisons.

Une économie de 721 589 402\$

Les bibliothèques publiques du Québec permettent aux contribuables québécois de réaliser une ÉCONOMIE FORT SUBSTANTIELLE estimée à 721 589 402\$ pour 1991. En effet, si nous donnons la valeur moyenne de 26,47\$ par

livre acheté par les bibliothèques publiques québécoises en 1991 et si nous multiplions ce montant par le nombre total de prêts, nous arrivons à une dépense de 854 002 240\$ que les abonnés auraient eu à déboursier personnellement pour profiter d'un tel avantage. Si nous soustrayons les dépenses nettes de ce montant, incluant les 23 065 512\$ de subventions, soit 132 412 837\$, les Québécois ont ainsi économisé 721 589 402\$, soit

104,53\$ par citoyen
406,28\$ par abonné

Valeur de livres prêtés = nombre de prêts x prix du livre	POPULATION	VALEUR PAR CITOYEN	NOMBRE D'ABONNÉS	VALEUR PAR ABONNÉ
854 002 240\$	6 903 440	123,71\$	1 776 109	480,83\$
Dépenses totales				
133 412 837\$	6 903 440	19,18\$	1 776 109	74,55\$
Bénéfices nets				
721 589 402 \$	6 903 440	104,53\$	1 776 109	406,28\$

Rentabilité des investissements au niveau qualitatif

Les quelques statistiques sommaires qui précèdent ne correspondent qu'aux documents prêtés à domicile. Elles excluent les millions de documents consultés sur place, les milliers d'actes de référence, les activités d'animation. Elles taisent les coûts évités, la musique écoutée, les vidéos visionnés, etc.

La rentabilité des bibliothèques doit se calculer et s'évaluer tant en quantité qu'en qualité. Les bénéfices monétaires quantifiables sont là. Les bénéfices qualitatifs, ceux qui ajoutent à la qualité de vie, sont également présents. Mais moins évidents. Il faut alors lire entre les lignes. Parmi ces bénéfices, impossibles à mesurer scientifiquement et à mettre en chiffres, il y a les bénéfices humains, les connaissances acquises, les inventions... générées par ces connaissances, la culture, l'éducation, la qualité de vie.

Tout cela représente des millions de dollars en retombées économiques, sociales, culturelles, éducatives, intellectuelles et spirituelles... Tout cela grâce à ces milliers et ces milliers de petits services personnels, comptabilisables ou non, rendus par le personnel des bibliothèques publiques du Québec et dont auront profité gratuitement plus de 28,9% de la population du Québec.

Une brève comparaison: la rentabilité des bibliothèques publiques en regard de celle des autres grands organismes culturels québécois

Jetons un coup d'oeil sur le tableau intitulé «Valeur du billet d'entrée» des grandes institutions culturelles du Québec tiré du Rapport Samson, Bélaïr⁴. Selon ce tableau, le prix du billet le plus cher varie entre 79\$ et 99\$ pour un seul spectacle de l'Opéra de Québec. Le prix du billet le moins cher va au Musée de la civilisation, soit 26,00\$. Mais la palme pour le billet le moins cher va aux bibliothèques publiques, soit 21,55\$ (18,60 en 1989) pour autant d'entrées et d'emprunts de livres

4. Étude sur le financement..., p. 105.

possibles et des dizaines et des dizaines d'heures de lecture.

À ces prix, il faut rajouter, selon le même rapport, certaines autres dépenses. Ainsi, pour une représentation au Théâtre Jean-Duceppe un couple québécois paiera 53,00\$ soit 26,50\$ le billet. À cela, il faut ajouter 7,00\$ pour l'essence et le stationnement, 10,00\$ pour la gardienne et souvent 50,00\$ pour 2 repas à 25,00\$. Une sortie qui coûte 120,00\$, soit 60,00\$ par personne pour environ 5 heures de culture et de détente.

Pour 86,20\$, une famille de 4 personnes pourra se rendre autant de fois qu'elle le voudra à sa bibliothèque publique avec quelques litres d'essence en plus à payer. Qui dit mieux?

Le Rapport Samson, Bélair contient une mine de renseignements que les directeurs des bibliothèques publiques ne devraient pas hésiter à utiliser devant les décideurs et multiplicateurs locaux et na-

tionaux. C'est à la lumière de ces chiffres que les conseils municipaux et les élus de l'Assemblée nationale jugeront le passé et décideront de l'avenir et que le ministère des Affaires culturelles n'hésitera peut-être pas à donner plus que 21,3% de son budget aux bibliothèques publiques. C'est là une somme résiduelle, nous dit le Rapport Samson, Bélair, malgré leur rendement et les services rendus. Deux grands secteurs accaparent le budget du ministère: les arts d'interprétation (avec 23,4%) et les institutions muséales (28,9%)⁵.

Faire connaître ces chiffres et cette réalité a un impact politique direct. C'est se faire connaître, valoir et considérer auprès des autorités, ce qui souvent dans la plupart des cas se traduit par plus de subsides, d'expansion et de visibilité.

Conclusion

Ces retombées des bibliothèques publiques sont à la fois tellement considérables et subtiles qu'elles deviennent «non

calculables». Elles ajoutent à ce qu'on appelle aujourd'hui la qualité de vie. Plus que cela, elles sont à la source de la connaissance. Elles sont la garantie, d'une part, d'une meilleure compétitivité des individus et des institutions dans notre société et, d'autre part, d'une plus grande compétitivité de notre société par rapport à d'autres sociétés. Un relais essentiel à toute forme de participation aux autres activités artistiques, économiques... Ces retombées quantitatives et qualitatives révèlent un monde insoupçonné, mais riche d'une intense activité intellectuelle. Un monde «silencieux», «low profile», mais dont personne ne peut se passer. Ce monde est comme celui d'une marée silencieuse, mais forte, régulière, continue. Un monde intime, mais indispensable au génie humain parce qu'il lui permet de croître. En un mot, c'est le monde fascinant de l'intelligence humaine, des connaissances, du développement et du progrès humain. Le monde d'hier, d'aujourd'hui et de demain.

5. *Ibid.*, p. 79.

VALEUR DU BILLET D'ENTRÉE*				
	Droit d'entrée moyen \$	Contribution par billet		Coût réel du billet \$
		Secteur public \$	Secteur privé \$	
Musée du Québec	gratuit	34	-	34
Musée d'art contemporain	gratuit	61	2	63
Musée de la civilisation	4	20	2	26
Musée des Beaux-Arts	4-10	16	6	26-32
TNM	20-30	12	1,5	33,5-43,5
Jean Duceppe	20-30	6,5	-	26,5-36,5
OSM	20-35	12,5	11	43,5-58,5
OSQ	20-35	42	13	75-90
Opéra de Montréal	25-45	36	11	72-92
Opéra de Québec	25-45	45	9	79-99
Cirque du Soleil	10-30	0,33	2	12,33-32,33
Grands Ballets canadiens	20-45	18	5,5	43,5-68,5
Ballets-Jazz	15-25	8	2	25-35
Bibliothèque publique	gratuit	21,55**	-	21,55

* Sur la base des données de 1988-1989. La dernière colonne de droite a été ajoutée par l'auteur. Extrait du Rapport Samson, Bélair, Deloitte & Touche

** Chiffres de 1991. Le montant était de 18,60\$ pour 1989.